



Analyse préparée par RANDRIAMBOLAMANITRA
Samuel avec le commentaire de Monsieur
RAZAFINDRAVONONA Jean et de Monsieur
RANDRIAMIARANA Zaza Burton

CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR TENDANCE ET SITUATION

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT OU PIB :

Le PIB est un agrégat macroéconomique issu de la comptabilité nationale¹. C'est une grandeur synthétique caractéristique de l'économie nationale. Il est obtenu par la somme des valeurs ajoutées² à tous les stades du processus de production, de la TVA, des droits de douanes et assimilés : le PIB ainsi obtenu s'appelle PIB prix du marché ou simplement PIB. C'est l'approche du PIB par la production. On appelle PIB au coût des facteurs le PIB au prix du marché déduit des taxes indirectes.

Il existe deux autres approches du PIB : l'approche par le revenu et l'approche par la demande. Avec la première approche le PIB est égale à la somme des rémunérations des salariés, du revenu mixtes, des excédents bruts d'exploitation, des impôts et taxes indirectes et moins les subventions d'exploitation. Avec la deuxième, il représente la valeur des biens et services produits par des unités résidentes et disponibles pour des emplois finals.

¹ La **COMPTABILITE NATIONALE** présente selon un cadre rigoureux et cohérent toutes les opérations économiques réalisées chaque année dans une nation. Elle est élaborée suivant le SYSTEME DE COMPTABILITE NATIONALE (SCN) des Nations Unies. Le SCN est un ensemble de définitions, de concepts, de nomenclatures et de règles de comptabilisation et a pour objet l'harmonisation statistique au niveau mondial. Il a mené à la normalisation des informations économiques, à l'unification des langages économiques et permet la comparaison internationale.

L'**économie nationale** est définie par le SCN comme étant *l'ensemble des unités résidentes c'est à dire des unités qui exerce des opérations économiques pendant un an ou plus sur le territoire économique. Le territoire économique comprend le territoire géographique (à l'exclusion des enclaves extraterritoriales: Ambassades étrangères, ...), l'espace aérien nationale, les eaux territoriales, les enclaves territoriales à l'étranger (ambassades, ...)*. Cette définition purement économique fait abstraction des critères juridiques (concept de nationalité) et géographiques. Et l'**année** qui constitue le cadre temporel de la comptabilité nationale est l'année civile c'est à dire la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre.

² La valeur ajoutée (VA) d'un agent économique est la différence entre sa production (P) de l'année et ses consommations intermédiaires (CI) : $VA = P - CI$. Elle représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La consommation intermédiaire représente la valeur du produit consommé dans les différents processus de production.

L'équilibre général ressources-emplois en produits s'écrit :

$$\text{PIB} + \text{IM} = \text{CF} + \text{FBCF} + \text{EX} + \text{VS}$$

IM : importations

CF : consommation finale

FBCF : formation brute de capital fixe (investissement)

EX : exportations

VS : variation de stocks.

D'où

$$\text{PIB} = (\text{CF} + \text{FBCF} + \text{EX}) + (\text{VS} - \text{IM})$$

Donc le PIB est la somme de la demande intérieure (CF + FBCF + VS) et du solde extérieur (EX-IM).

Le PIB sert à mesurer la performance économique de la nation. Pour cela, on décompose le PIB aux prix de l'année courante en indice des prix (Ip) ou déflateur et en PIB aux prix constants (PIBvo) : $\text{PIB} = \text{PIBvo} \times \text{Ip}$. Et le PIB aux prix constants est l'indicateur de volume avec lequel on calcul le taux de croissance du PIB par la formule ci-dessous :

le taux de croissance de l'année t est noté α_t :

$$\alpha_t = (\text{PIBvo}_t - \text{PIBvo}_{t-1}) / \text{PIBvo}_{t-1} \times 100$$

PIBvo_t-désigne le PIB aux prix constants de l'année t.

Exemple en t=2003 :

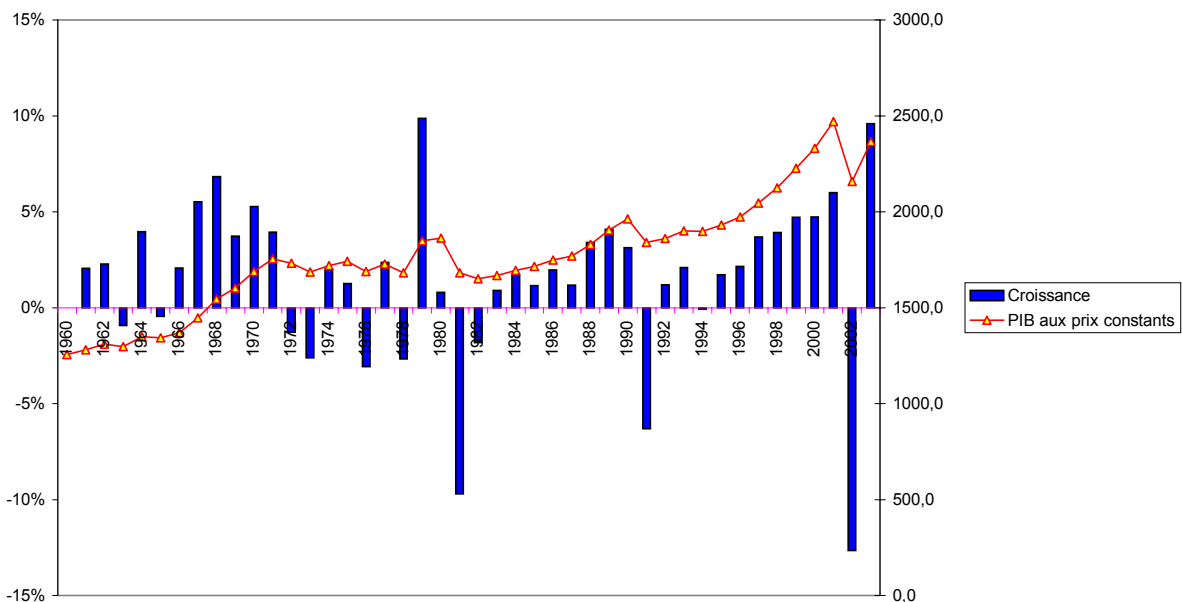
$$\text{PIBvo}_t = \text{PIBvo}_{2003} = 2\,366 \text{ milliards de FMG } 1984$$

$$\text{PIBvo}_{t-1} = \text{PIBvo}_{2002} = 2\,158 \text{ milliards de FMG } 1984$$

$$\alpha_t = \alpha_{2003} = (2\,366 - 2\,158) / 2\,158 \times 100 = 9,6\%$$

EVOLUTION DE L'ECONOMIE DEPUIS 1960 :

EVOLUTION DU PIB (aux prix constants) ET DU TAUX DE CROISSANCE DE 1960 A 2003



Depuis 1960, l'histoire économique malgache distingue trois politiques économiques distinctes qui correspondent à trois grandes périodes. La période où Madagascar était dans la zone franc, la période de l'étatisation de l'économie et la période de l'ajustement structurel :

1960-1971 : démarrage économique de la nouvelle République

Les caractéristiques macroéconomiques du pays révèlent une santé meilleure de l'économie :

- Le taux de croissance annuel moyen atteignait 3,6%,
- l'inflation annuelle était modérée car elle n'a jamais dépassé les 10%,
- le taux de croissance moyen annuel du PIB constant par tête ayant atteint 0,8%. Ce qui traduit une amélioration du niveau de vie des Malgaches.

1972-1981 : étatisation de l'économie malgache :

La période a été marquée par une intervention croissante de l'Etat sur le plan économique par la nationalisation de certaines grandes entreprises et le monopole de l'Etat sur certains produits dont le riz et la fixation des prix par l'Etat. Vers la fin des années 70 l'Etat a procédé à la dérégulation à outrance. Les déficits budgétaires ont été financés par la création monétaire et par des emprunts extérieurs (année 1978-1980).

Cette politique s'est soldée par la stagnation voire le déclin des activités économiques, et par des inflations plus importantes. Il s'en est suivi une dégradation continue et rapide du niveau de vie des malgaches: le taux de croissance annuel moyen du PIB constant par tête était de -1,6% durant cette période. Le dérapage des investissements à outrance a déclenché la crise de la balance des paiements.

1982-2003 : retours au libéralisme économique et redressements économiques :

Madagascar, avec l'appui des Bailleurs, a mis en place de politiques de redressement économique ponctuées par deux crises majeures : celle de 1991 et la dernière de 2002.

Tableau de performances des sous périodes :

Sous périodes	Phase d'ajustement	Effet des ajustements	Choc : blocage administratif	Nouvel ajustement	Ensemble de la sous-période
	1982-1987	1987-1990	1990-1991	1991-2001	1982-2001
Croissance moyenne du PIB	1,4%	3,5%	-6,3%	2,9%	2,1%

Source : INSTAT/DSY

La phase correspond à la mise en place du fondement du développement économique : libéralisation des prix, désengagement de l'Etat, assainissement des finances publiques, dévaluations de la monnaie nationale,...

LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DE 2003

En 2002, l'économie était au ralenti...

Certaines réactions à la suite de la crise politique se sont manifestées par des actes visant à perturber principalement l'économie du pays : coupure d'électricité et des ponts par dynamitage, barrages des principales routes, l'insécurité généralisée etc... entravant les activités productives et la circulation des biens et des personnes. En conséquence, le pays a connu une baisse généralisée et sans précédent des activités économiques : ralentissement voire arrêt des activités des entreprises par manque de carburant et coupures fréquentes d'électricité. Ceci est aggravé par l'absence de voie pour l'approvisionnement en matières premières et pour le déboucher des produits finis et par l'insécurité qui en particulier a eu pour effet de limiter énormément le mouvement de personnes. Naturellement, cette situation s'est traduit par des chômages importants et une inflation galopante. En résumé, l'économie a enregistré une chute vertigineuse du PIB de presque 13% et une flambée de l'inflation jusqu'à plus de 15%.

En 2003, reprise des activités...

Il y a eu le rétablissement progressif de la situation : ouverture des routes après remise en état des ponts et nettoyage des barrages, remise en état des pylônes électriques dynamités, importations des

produits pétroliers finis dans un premier temps et ensuite reprise des activités de la raffinerie, retours progressif à la sécurité. Cette évolution positive a redonné confiance aux agents économiques lesquels ont repris petit à petit leurs activités quotidiennes : réouverture des usines même par des opérateurs économiques qui ont quitté Madagascar, reprise des circulations des personnes et des biens. Ce qui fait que toutes les branches d'activités, sauf la sylviculture due aux contraintes environnementale, ont enregistré des croissances positives.

Conjuguée à un coup de pouce de l'Etat...

En plus de ce retours au quotidien, l'Etat a entamé certains programmes à caractère économique dont entre autres les construction et reconstruction des routes, a pris des mesures visant à la relance des activités économiques par la détaxation de produits ciblés : intrants, biens d'investissement et biens de consommation. Ces programmes constituent un supplément de bouffer d'air à l'économie.

En conséquence, la prévision de performance économique effectuée en octobre de 2003 est la suivante : une croissance du PIB de 9,6% avec 1,3% pour le secteur primaire ; 12,8% pour le secteur secondaire et 10,1% pour le secteur tertiaire et une inflation faible mesurée par le déflateur du PIB voisin de 3%.

Pour cela, il faut souligner la bonne performance de la culture rizicole due à un climat favorable d'une part et aux différentes actions menées par le Ministère responsable. Malgré cela, le résultat du secteur primaire serait terni par la sylviculture suite à des mesures visant à limiter l'exploitation forestière (équilibre entre la superficie reboisée et la superficie exploitée). Pour les deux autres secteurs, leur performance résulterait généralement de la reprise progressive des activités et des mesures incitatives prises par l'Etat.

Ainsi que d'une excellente performance de l'Administration fiscale...

En plus de ces raisons purement économiques il y a des raisons techniques. En effet, la croissance de l'économie est mesurée par le PIB au prix du marché en francs constants c'est à dire le PIB au coût des facteurs en francs constants auquel on rajoute les impôts et taxes indirects. Ainsi, la performance de l'Etat en matière d'impôts indirects contribue à la formation du PIB au prix du marché. Compte tenu d'une augmentation exceptionnelle de recettes de ce type d'impôt (plus de 50%) pour 2003, les impôts et taxes indirects expliquent plus de 1 point du taux de croissance de l'économie. Signalons que la performance de l'économie mesurée par la croissance du PIB aux coûts des facteurs, c'est à dire impôts indirects non compris, est estimée à moins de 7%.

Malgré cette performance prometteuse, le PIB de 2003 reste encore à -4% de celui de 2001 ce qui veut dire que le niveau des activités de 2001 n'est pas encore atteint.

Evolution annuelle du PIB et de son déflateur :

Secteur	PIB		Inflation	
	2002 Prov.	2003 Prév. oct.-03	2002 Prov.	2003 Prév. oct.-03
Primaire	-1,3%	1,3%	18,2%	3,3%
Secondaire	-20,8%	12,8%	28,2%	-0,06%
Tertiaire	-15,0%	10,1%	12,9%	3,8%
Economie nationale	-12,7%	9,6%	15,2%	2,9%

Source : INSTAT/DSY